

Gouvernance : « Un vrai flou sur trop d'éléments concernant la prise de décision » (A. Oudéa-Castera)

Paris - Publié le lundi 23 juillet 2018 à 15 h 46 - Entretien n° 125469

« En ce qui concerne la gouvernance du sport français, une agence chargée de la haute performance et du sport pour tous va être mise en place. Sur le volet haute performance, nous pensons que c'est une bonne chose. En revanche, nous sommes mal à l'aise avec la création d'une grosse agence globalisante à côté du ministère. De notre point de vue, il y a un vrai flou sur trop d'éléments ayant trait au point clé qui concerne la prise de décision », affirme à News Tank Amélie Oudéa-Castera, présidente de l'association « Rénovons Le Sport Français », le 23/07/2018.

« Exemple, on évoque une répartition 30 % (ministère des Sports) + 30 % (CNOSE) + 30 % (collectivités territoriales) + 10 % (monde économique), mais qui sera le pilote dans l'avion ? », s'interroge-t-elle.

Denis Massegria, président du CNOSE, et Laura Flessel, ministre des Sports, ont annoncé la création d'une agence pour gérer le sport français, le 20/04/2018. « Cette nouvelle architecture, illustrative d'une démarche collective partagée par les acteurs publics et le monde économique, doit conduire notre mouvement à être le plus participatif possible et souhaiter s'engager dans cette voie novatrice », a expliqué Denis Massegria lors de l'Assemblée générale du CNOSE, le 24/05/2018.

« On verra le lancement des travaux de mise en œuvre à partir du 01/01/2019. Peut-être aura-t-on une bonne surprise, nous allons en tout cas continuer à essayer d'aider », affirme Amélie Oudéa-Castera qui répond aux questions de News Tank.



Q Que pensez-vous de la mise en place de cette nouvelle « gouvernance partagée à responsabilité répartie » ?

Le rapport final de la mission Bayeux/Lefèvre (Patrick Bayeux et Laurence Lefèvre) n'est pas encore sorti à l'heure où je vous réponds, mais en ce qui concerne la gouvernance, les choses semblent encore floues. Ce que l'on sait, c'est que va être mise en place une agence chargée de la haute performance et du sport pour tous. Elle devrait fonctionner à partir du 01/01/2019 et entraînera la suppression du CNDS.

Sur le volet haute performance (objectif : 80 médailles aux JO de Paris 2024), qui sera dirigé par Claude Onesta, nous pensons que c'est une bonne chose d'avoir une structure dédiée qui devrait permettre par exemple de recruter les meilleurs experts.

En revanche, nous sommes mal à l'aise avec la création d'une grosse agence globalisante, à côté du ministère. D'une part, la forme de l'agence n'est pas adaptée pour un objet aussi large que les politiques sportives dans leur ensemble. Dans notre rapport, nous évoquons le principe dit « *de spécialité* » : les agences se prêtent bien à ces sujets précis, ciblés, requérant des modes d'action spécifiques.

D'autre part, on crée un démembrement de l'État, mais sans rationaliser ce qu'il y a autour, et cela risque de créer des doublons et des coûts supplémentaires. On se retrouve dans un schéma étonnant, avec un ministère de plein exercice, un CNOSF qui conserve toutes ses prérogatives et un GIP qui a vocation à toucher à tout, du sport d'élite au sport démocratique.



« Rénovons Le Sport Français » - © RLSF

« L'agence n'est pas adaptée pour un objet aussi large »

Une gouvernance collégiale à responsabilité répartie

National



Définit les objectifs de performance sportive en lien avec les fédérations délégataires olympiques
Identifie les meilleurs modes d'accompagnement des athlètes et les ressources et compétences disponibles pour ce faire
Conduit les évaluations
Attribue les moyens aux fédérations



Définit les objectifs et moyens du développement

- de la pratique sportive fédérale
- De la pratique territoriale
- Des réseaux non fédéraux

et des enjeux associés: santé, Éducation, Inclusion sociale, réduction des inégalités territoriales
Conduit les évaluations

Territorial



Définit des stratégies et des actions partagées dans le cadre d'un projet sportif territorial / contrats de développement et de financement pluriannuel : HN, pro, réduction inégalités Equipements structurants, ..
Financement du projet sportif territorial par chaque financeur en fonction de sa compétence

Q C'est flou, par ailleurs, dites-vous ?

« *Qui sera le pilote dans l'avion ?*

Sports) + 30 % (CNOSE) + 30 % (collectivités territoriales) + 10 % (monde économique), mais qui sera le pilote dans l'avion ?

Nous avons déjà noté dans un passé récent le désaccord entre le CNOSE et le ministère des Sports à propos de la Fête du Sport. Le ministère vient de lancer cette initiative alors que le CNOSE avait créé il y a plusieurs années déjà l'opération

« Sentez-vous sport ». Le leadership sur ce sujet de la promotion du sport pour tous n'est pas clair et le fait que tout le monde soit autour de la table demain ne va rien changer à cela. Le risque, c'est la réunionite aiguë et une paralysie de l'action par une dilution des responsabilités si on ne clarifie pas au préalable qui est vraiment en charge de quoi dans le sport français.

« *Un risque de réunionite aiguë et de paralysie de l'action*

L'instance quadripartite de l'agence sera-t-elle sur le mode de la codécision ou de la concertation ? Et les 30 % attribués aux quatre niveaux de collectivités territoriales (qui fournissent 70 % de financement public du sport) : comment seront-ils répartis ?

« *Quel sens donner aux 10 % réservés au monde économique ?*

Quel sens aussi donner aux 10 % réservés au monde économique ? S'agit-il de l'associer pour créer de nouvelles coopérations ou simplement de le mettre à contribution financièrement ? Le MEDEF a une vocation naturelle à représenter le monde économique, mais sur le sujet du sport, des structures telles que Sporsora, le Cosmos ou l'Union Sport et Cycle sont davantage actifs au quotidien.

Q Et en ce qui concerne les fédérations ?

On entend souvent les concepteurs de la réforme évoquer « un accord historique » pour le sport français. Mais dans le projet, il n'y a presque rien sur l'acteur central que sont les fédérations. Le principal point qui les concerne, c'est la reprise

d'un engagement de campagne du président Emmanuel Macron - l'élection des présidents par les clubs - mais ne sont encore donnés aucun détail, aucune explication sur les modalités. Notre association, à l'inverse, a consacré beaucoup d'énergie à montrer comment les fédérations avaient vocation à évoluer : vers plus d'éthique, de diversité (jeunes, femmes, société civile, etc.) et de démocratie, à tous les niveaux territoriaux.

« Dans le projet, presque rien sur l'acteur central que sont les fédérations »

Q Vous êtes présidente de « Rénovons le sport français », mais qui rassemble cette association ?

« Pas question d'être dans une posture d'opposition systématique »

Nous sommes une association de vrais amoureux du sport, une communauté soudée par des valeurs communes et qui désire œuvrer dans l'intérêt général. Nous sommes un lobby dans le sens où nous produisons des idées et essayons de les

défendre auprès des décideurs, mais pas dans le sens d'un groupe de pression possédant des intérêts financiers ou travaillant dans l'ombre, le secret. Notre cotisation annuelle est de 30 euros, nous ne sommes d'aucun bord politique, nous ne recevons de subvention de personne. Mais surtout, nous nous voulons constructifs. Pas question d'être dans une posture d'opposition systématique. Il y a des choses sur lesquelles nous sommes à l'aise dans ce qui est fait aujourd'hui.

Rénovons Le Sport Français

- Mouvement créé en 2016, devenu Association loi 1901 le 18/01/2018.
- L'association rassemble plus de 170 signataires bénévoles, tous passionnés de sport, « pour agir en faveur de valeurs modernes de gouvernance au sein des fédérations (démocratie, diversité, éthique, etc.) et du développement durable, inclusif et efficace du sport français. »

❓ Éprouvez-vous aujourd'hui un sentiment d'échec ?

Pas du tout. Nous avons au contraire un sentiment de fierté d'avoir rédigé un rapport 80 pages sans être dans la critique systématique ou le « y'a qu'à - faut qu'on », mais en expliquant au contraire comment les choses peuvent être corrigées, bonifiées de notre point de vue. Nous avons pris sur notre temps personnel, « citoyen », pour œuvrer en faveur du sport français. Nous sommes heureux d'avoir été associés aux travaux sur la gouvernance. Mais nous craignons que le sport français ne perde du temps et qu'on soit obligés de tout détricoter dans deux ans.

« *Nous sommes
heureux d'avoir été
associés aux travaux sur la
gouvernance* »

Dans la perspective de Paris 2024, c'est dommage que la réforme n'aille pas plus loin, plus « juste ». Mais les JO peuvent être néanmoins réussis si l'équipe Haute performance a les moyens et le contexte pour faire son travail et si le COJO travaille efficacement sur l'héritage. C'est donc là-dessus qu'il va falloir se concentrer.

Q Quelles sont les prochaines étapes ?

« Préfiguration de la nouvelle agence et le débat budgétaire »

Après avoir pris part à la conférence de conclusion, le 10/07/2018, nous attendons le rapport qui ne constituera pas une surprise. Les étapes suivantes vont être la préfiguration de la nouvelle agence et le débat budgétaire sur la loi de

finances. Là, il peut se passer des choses. Les parlementaires connaissent nos positions, certains nous ont dit ouvertement qu'ils partageaient nos doutes et nos questions. Ils vont certainement challenger les défenseurs de la nouvelle gouvernance et la construction mise en place.

Après, on verra le lancement des travaux de mise en œuvre à partir du 01/01/2019. Peut-être aura-t-on une bonne surprise, nous allons en tout cas continuer à essayer d'aider.

3 millions de pratiquants supplémentaires d'ici 2022 (soit + 10 %), c'est un bon objectif, mais tout ne peut pas se faire dans le cadre fédéral. Il y a l'école, l'entreprise, les territoires carencés tels que les quartiers défavorisés ou les zones rurales désertifiées... Sur tout ça, « Rénovons le sport français » fait des propositions. Et nous continuerons.

Rénovons Le Sport Français : composition du bureau exécutif

- Q Présidente : Amélie Oudéa-Castera
- Q Co-secrétaire générale : Magali Tézenas du Montcel
- Q Co-secrétaire général : Thomas Remoleur
- Q Trésorier : Benjamin Viard
- Q Vice-président : Alexis Gramblat
- Q Co-président du comité d'orientation stratégique : Gladys Bezier
- Q Responsable marketing : Jean-Marc Gillet
- Q Responsable communication : Laure Martin



Amélie Oudéa-Castera - © D.R.